

**LA CITOYENNETE URBAINE :
FORME D'ENGAGEMENT ET ENJEUX DE SOLIDARITE**

Programme pluriannuel du PUCA 2007-2012

Programme finalisé 1 « Gouvernement des villes et fabrique du bien commun »

**LA CITOYENNETE URBAINE :
FORME D'ENGAGEMENT ET ENJEUX DE
SOLIDARITE**

Premier bilan de la consultation

Décembre 2007

Plan Urbanisme Construction Architecture

Département : « Sociétés urbaines et habitat »

Ministère du Logement et de la Ville

Ministère de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement Durables

Direction Générale de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Construction

La Grande Arche Paroi Sud - 92055 La Défense Cedex

Le texte de la consultation est le résultat d'une élaboration collective qui a associé Catherine NEVEU, Jacques ION, Marion CARREL, chercheurs du secrétariat scientifique de l'atelier « Citoyenneté urbaine » du PUCA, Claire GILLIO, François MENARD, Nicole ROUSIER, Pascal LEMONNIER, Patrice AUBERTEL du Secrétariat permanent du PUCA, avec les remarques et suggestions de Dominique BOULLIER et Vincent RENARD membres du Conseil scientifique du PUCA.

Plan Urbanisme Construction Architecture

Directeur de la publication : Emmanuel Raoul, Secrétaire permanent p.i.

Responsables du programme

Patrice AUBERTEL
Patrice.aubertel@equipement.gouv.fr
Tél. : 01 40 81 63 68

François MENARD
Francois.menard@equipement.gouv.fr
Tél. : 01 40 81 63 77

Nicole ROUSIER
Nicole.rousier@equipement.gouv.fr
Tél. : 01 40 81 63 77

Secrétariat
Patricia RIBEAUX
Patricia.ribeaux@equipement.gouv.fr
Tél. : 01 40 81 24 53

Le texte de cette consultation est disponible sur le site du PUCA :

www.urbanisme.equipement.gouv.fr/puca

SOMMAIRE

CONTEXTE DE LA CONSULTATION.....	4
THEMES DE RECHERCHE RETENUS	6
LES PROJETS REÇUS.....	10
FICHES DESCRIPTIVES DES PROJETS DE RECHERCHE RETENUS.....	13
ANNEXES.....	24
Annexe 1 : Relevé de décisions du Jury de consultation de recherche « Citoyenneté urbaine : formes d’engagement et enjeux de solidarité ».....	25
Annexe 2 : La consultation « Citoyenneté urbaine : formes d’engagement et enjeux de solidarité ». Extraits du rapport diffusé au Conseil scientifique du PUCA lors de sa réunion du 27 septembre 2007.....	27

CONTEXTE DE LA CONSULTATION ET TEXTE SOUMIS AUX CHERCHEURS

Cette consultation est issue des « Enjeux » mis en évidence par le PUCA, sur la base desquels il a construit son programme 2007-2012. Elle est le fruit d'un atelier, organisé en collaboration avec le CNRS, et de demandes complémentaires formulées par son Comité d'orientation.

En effet, au cours de l'année 2006, un atelier de recherche PUCA/CNRS intitulé « La décision urbaine du point de vue des gouvernés », s'est interrogé sur un certain nombre d'enjeux liés à la décision urbaine et à l'exercice de la citoyenneté, en se plaçant du point de vue des gouvernés et des citoyens eux-mêmes. Il s'est donc agi de donner droit aux représentations et aux pratiques des citoyens. Dans cette perspective, la citoyenneté ne saurait se mesurer uniquement dans sa dimension juridique et nationale. Elle a été appréhendée plutôt comme un ensemble de pratiques, comme un processus, une « fabrique » constante à l'intersection des politiques publiques et des mobilisations.

Parmi les constats effectués à l'issue de ce travail (voir synthèse bibliographique), il en est trois qui ressortent avec une force particulière.

1. Il existe aujourd'hui une littérature assez importante sur les dispositifs de « démocratie participative » et les diverses instances de concertation mises en place par des collectivités territoriales (notamment aux termes de la loi de février 2002 sur la « démocratie de proximité »). Mais dans leur grande majorité, ces travaux s'intéressent davantage aux dispositifs institutionnels et à leurs éventuels effets sur l'organisation des services, qu'à ce qui motive et structure l'engagement des citoyens eux-mêmes. Ce constat vaut également pour les analyses relatives aux compétences ou attitudes requises et attendues de la part des citoyens dans ces instances, et par conséquent sur les processus d'exclusion qu'ils produisent. Autrement dit, on dispose de peu de travaux sur la manière dont des citoyens « ordinaires » vivent ces instances, ce qu'ils y trouvent ou souhaiteraient y trouver, ce qui motive leur adhésion ou leur désertion.

2. Par ailleurs, on dispose également de relativement peu d'analyses concernant d'autres formes, parfois plus informelles, de participation à la décision urbaine, ou d'expression d'une citoyenneté. Pourtant, n'y aurait-il pas lieu de rechercher aussi ailleurs que dans les dispositifs institutionnels affichant une orientation participative, notamment dans des mobilisations parfois trop rapidement considérées comme relevant d'une logique « nimby » ou de pratiques violentes, l'expression d'aspirations et de demandes politiques et sociales émanant des citoyens, des acteurs sociaux ? L'enjeu n'est-il pas de percevoir comment la citoyenneté se construit, souvent en dehors des circuits balisés par les pouvoirs publics, dans des temps et des lieux de co-présence diversifiés, en prenant en compte y compris les dimensions corporelle, narrative et festive de la vie sociale. On peut également s'interroger sur la manière dont des engagements ne s'affichant pas sous l'intitulé « démocratie urbaine » influent ou interagissent avec celle-ci ; on peut penser ici à des engagements autour des enjeux de développement durable ou de protection de l'environnement, ou autour de « questions sociales », comme la pauvreté, le Sida ou le logement, ainsi qu'à tout un ensemble de pratiques liées au champ de la production économique ou de la gestion de services collectifs.

3. Certains enjeux de la citoyenneté sont invisibles, ignorés, peu explorés. Il en va ainsi de sa dimension fiscale. Si la citoyenneté fiscale a fait l'objet de nombreux commentaires du fait du caractère médiatique de l'installation à l'étranger de certains artistes ou hommes d'affaires fortunés, les débats sont restés circonscrits au poids relatif et au sens de l'impôt national dans un cadre européen. De même, si les travaux dans le champ de l'économie solidaire ont permis de développer l'idée de citoyenneté financière, par le recours à des placements éthiques par exemple, ils n'ont pas été raccordés à une analyse des disparités territoriales liées à la fiscalité locale. Pourtant, l'inégalité des revenus et plus globalement de la richesse des communes en France constitue un enjeu d'importance pour la citoyenneté urbaine. Une telle « invisibilisation » des dimensions financières et économiques de la citoyenneté ne va pas sans poser question, que l'on considère l'insistance à « faire participer les pauvres » quand d'autres « votent avec leurs pieds » en quittant des communes dont la fiscalité est considérée comme trop élevée, tout en continuant à en bénéficier des services ; l'opacité des mécanismes de la fiscalité locale ; ou encore la faible présence de ces enjeux dans les pratiques dites « participatives », notamment aux échelons intercommunaux.

THEMES DE RECHERCHE RETENUS

A l'issue des travaux menés dans le cadre de cet atelier, deux thèmes centraux ont donc été retenus pour structurer une consultation de recherche.

I - Une citoyenneté par-delà les lieux et les bornes

Les discussions et les pratiques contemporaines en matière de participation et de citoyenneté (deux registres liés mais cependant distincts), convergent toutes sur la question de l'articulation entre démocratie représentative et démocratie participative. La seconde peut être perçue comme un palliatif ou un complément à la première, qui traverserait une crise profonde, ou comme une manière de la re-légitimer et de la revivifier. Ces interrogations ont déjà donné lieu à un certain nombre de travaux. On se propose dans le cadre de cette consultation de déplacer le regard porté sur ces enjeux.

L'hypothèse posée serait davantage celle d'une disjonction éventuellement croissante entre offre de participation à la chose publique, d'une part ; et d'autre part des ensembles de pratiques venant réinterroger la politique elle-même, quand bien même ces pratiques ne s'affichent pas explicitement comme relevant de cette sphère (ou d'une définition surplombante de celle-ci). On a ainsi pu noter l'émergence de pratiques réactives à des situations inédites à travers des scènes alternatives ou substitutives à « l'offre politique existante » qu'elle relève de la représentation ou de la participation. De même, un certain nombre d'événements (« émotions » ou « émeutes ») ont pu rappeler l'existence de ceux que Dominique BOULLIER appelle les « inouïs », inouïs parce que considérés comme illégitimes ou bien parce que s'exprimant dans des formes non conformes aux règles du débat civil. La situation se caractériserait alors par une offre politique relativement « décalée » par rapport à des demandes qui s'exerceraient selon d'autres registres et se manifesteraient dans des pratiques habituellement considérées comme relevant d'autres champs de recherche.

Il s'agirait donc en premier lieu de clarifier à quelles demandes ou aspirations, l'offre politique, notamment participative, chercherait à répondre, et dans quelle mesure cette offre est effectivement élaborée de manière « participative », i.e. en prenant en compte dès l'amont les aspirations et attentes des citoyens. En second lieu, il s'agirait de prendre le recul nécessaire à l'appréhension d'une citoyenneté plurielle et multiforme. Il semble en effet pour le moins problématique de restreindre le champ de la citoyenneté comme processus à ce seul type d'instances, ou au seul enjeu de la participation. Nombre de mobilisations et de pratiques contemporaines peuvent être analysées comme révélatrices d'aspirations et de demandes qui sont soit non satisfaites par l'offre politique classique et institutionnelle ; soit situées dans une sphère de (relative) déconnexion, plus ou moins délibérée, vis à vis de celle-ci.

Dans cette perspective, il paraîtrait donc pertinent de s'interroger à nouveau frais sur les « frontières du politique »¹, sur les conceptions et les pratiques qui lui sont associées, selon que l'on se situe du point de vue des « gouvernants » ou des « gouvernés ». Cette interrogation reste à explorer à partir de trois champs spécifiques, dont on fait l'hypothèse

¹ ARNAUD Lionel & GUIONNET Christine, 2005, *Les frontières du politique. Enquête sur les processus de politisation et de dépolitisation*, Presses Universitaires de Rennes.

qu'ils sont des révélateurs particulièrement efficaces de la disjonction évoquée plus haut entre offres et aspirations. S'ils sont ici distingués pour la clarté de l'exposé, ces différents champs peuvent être reliés par certaines thématiques.

a. Individus, collectifs et expressions publiques

Nombre de travaux se sont intéressés aux nouvelles formes d'engagement public reflétant des conceptions différentes quant aux relations entre collectifs et individus, entre public et privé, qu'il s'agisse des engagements dans des structures « traditionnelles » (syndicats, associations...) ou diverses manifestations publiques (coordinations, mobilisations « nimby », « performances »...). Il s'agirait alors de travailler plus avant ces hypothèses, notamment autour des modalités de construction de l'« intérêt général », ou du « bien commun ». L'enjeu est bien là de repérer les conditions de possibilité de tels processus, leurs modalités concrètes de mises en œuvre dans une diversité de situations, y compris dans des lieux et des moments n'étant pas habituellement repérés et analysés comme relevant du champ (politique et scientifique) de la « participation ». Une attention particulière peut être accordée ici aux dispositifs techniques (TIC) et aux langues (« technolange », langue partagée ?) par lesquels ces processus s'opèrent.

b. Droits de cité et citoyenneté urbaine

Travailler sur la citoyenneté comme processus induit nécessairement de travailler à ses « marges », comme autant d'espaces où elle se constitue et se fabrique, « en tant qu'un des espaces de confrontation pratique avec les différentes modalités de l'exclusion, confrontation qui constitue toujours le moment fondateur de la citoyenneté » pour reprendre les termes de Jacques Rancière. Les mobilisations de et autour des Sans Domicile Fixe ou des Sans Papiers, et plus généralement de ceux considérés comme des « sans voix », seraient alors particulièrement révélatrices des modalités contemporaines de (re)définition de ces frontières de la citoyenneté, ainsi que de ses processus de fabrication, au-delà des statuts légaux et des catégories juridiques et sociales normatives, dans l'émergence de « positions » plus complexes.

c. Projets politiques et citoyenneté

En jeu dans ces réflexions se trouve la question générale des modalités concrètes de délimitation et de mise en œuvre du politique, à la fois hors des institutions et dans leurs articulations ou disjonctions avec des mouvements sociaux, des figures du citoyen et du public ainsi constituées. Par exemple, des notions comme celle de « montée en généralité », qui ont longtemps structuré l'analyse des processus politiques, ne peuvent-elles pas être aujourd'hui remises sur le métier, par la prise en compte de processus de « montée en singularité » dans l'espace public ? De même, quels sont les effets concrets, ainsi que les présupposés, du passage d'une notion comme l'*empowerment* du mouvement social aux politiques publiques ? Quelles en sont les vertus politiques du point de vue du développement d'une citoyenneté active, et les limites au regard du rôle de la collectivité, notamment en matière de « traitement de la pauvreté » ? Autrement dit, comment analyser les projets politiques et les figures de la citoyenneté à l'œuvre ?

II - La citoyenneté fiscale locale

Les relations institutionnelles entre les collectivités locales et l'Etat occupent le devant de la scène mais, sur celle-ci, les débats sur la citoyenneté fiscale locale sont largement absents. C'est ainsi que les collectivités locales voient dans les transferts de compétence issus de l'acte II de la décentralisation un risque de déstabilisation de leurs finances, une obligation d'augmenter les impôts locaux ou de renoncer à certains services, et, à terme, le risque d'une remise en cause politique de leurs élus. La constitution d'intercommunalités conduit par ailleurs à se demander si des communes résidentielles à fiscalité faible ne tenteraient pas de bénéficier des apports de la taxe professionnelle des communes populaires, mais industrielles, pour se doter en équipements et services ?

Les habitants, quant à eux, peuvent comparer les différents impôts locaux, ce qui, le cas échéant, les conduit à « voter avec leurs pieds », autrement dit, à quitter un territoire dans lequel le panier de services ne leur conviendrait pas ou serait trop coûteux ;

A côté de telles « défections » citoyennes, on note également des « prises de parole », de divers ordres. On peut penser ici au soutien apporté par leurs habitants à certaines municipalités refusant de construire des logements sociaux, quitte à payer des pénalités ; ou inversement à l'appel « Pourquoi nous nous soumettons à l'impôt », dont les signataires soulignaient entre autres le puissant rôle redistributif et de solidarité de celui-ci.

La question n'est donc pas simplement celle de la faible lisibilité de la fiscalité locale, y compris dans les débats citoyens. Elle est aussi et surtout celle de la manière dont la fiscalité locale et les mécanismes de péréquation qui lui sont associés contribuent à inscrire la citoyenneté dans le territoire ; et celle des représentations et pratiques liées à la dimension fiscale de la citoyenneté de résidence. Il ne s'agirait donc pas de mener des recherches sur la fiscalité locale pour elle-même, mais de saisir celle-ci en tant qu'elle met en jeu, au-delà des mécanismes institutionnels, un certain nombre de représentations et de pratiques quant à l'impôt et à la solidarité.

La faible lisibilité de la fiscalité locale est liée, aujourd'hui, à la difficile identification des instances au bénéfice desquelles s'opère la taxation et au manque de connaissance des circuits d'utilisation du produit de celle-ci. Cela pose la question de la démocratie fiscale locale et de ses échelons institutionnels (commune, intercommunalité...). Qui décide de l'impôt, qui fixe son niveau, qui détermine ses modes de perception ? Quels sont, en outre, les circuits d'utilisation de l'argent collecté ?

On peut penser ici aux articulations entre imposition et droits (payer l'impôt donne-t-il des droits ?), entre logique assurancielle individuelle et logique de solidarité (chacun ne doit-il payer que pour ce qu'il utilise ?), financements publics et privés (y compris par le biais de fondations philanthropiques)... Autant de questions qui peuvent être envisagées à partir de l'analyse de mécanismes fiscaux : comment réarticuler les tendances antinomiques de la fiscalité directe locale (autonomie-expression de la démocratie locale, inéquité d'impôts vieillissants, inégalités intercommunales) ? L'autre angle d'analyse possible partirait des pratiques individuelles et collectives d'habitants, organisés ou non dans des mouvements favorables ou hostiles à l'idée de solidarité financière et territoriale. L'analyse peut également porter sur les freins à la mise en place d'une « accountability » à l'anglo-saxonne qui permettrait des débats publics sur le sujet.

Sur un plan européen, la fiscalité locale poursuit des objectifs assez proches d'un pays à l'autre mais obéit à des règles très hétérogènes. Globalement, les objectifs de la fiscalité se

traduisent par trois grandes préoccupations : le rendement de l'impôt, le caractère incitatif de celui-ci, l'équité entre contribuables. A partir de ce cadre, le système français peut être comparé au système britannique qui fonctionne largement avec un système de redistribution assuré par le gouvernement central pour tenir compte de la situation des habitants d'une commune, ou avec le système allemand qui fonctionne sur un partage multiniveau des mêmes impôts.

De fait, actuellement, la situation française pourrait se caractériser par la sédimentation progressive de mécanismes de péréquation de grande complexité (dotation globale, dotation de solidarité urbaine, prime à la constitution d'intercommunalités à fiscalité propre...).

En centrant la proposition sur les impôts payés par les ménages à l'échelon communal, il s'agira d'apporter des éléments de compréhension et d'appréciation des logiques socio-politiques à l'œuvre dans les finances locales qui, pour les citoyens, se lisent d'abord en interrogeant leurs montants payés en taxe d'habitation et en foncier bâti, tout en sachant que la taxe professionnelle assise sur l'activité économique joue un rôle déterminant dans les ressources communales.

Le fait que la fiscalité locale ait pour contributeurs non seulement des ménages, mais aussi des entreprises (taxe professionnelle) et, indirectement, l'Etat, invite également à analyser la citoyenneté fiscale locale dans le cadre d'un système d'acteurs à la fois politiques et économiques rarement perçus à travers cette fonction.

La citoyenneté fiscale passe par la perception du lien clair à établir entre la recette et la dépense ; aujourd'hui le système fiscale local est opaque.

Est-il possible de faire le point sur ces différents systèmes existants, sur la manière dont ils sont reçus par les citoyens, permettent-ils, et à quelles conditions, l'expression de la citoyenneté fiscale locale ?

Pour les deux axes identifiés la priorité sera accordée aux équipes qui adopteront une perspective comparative, notamment dans le cadre européen. Les propositions peuvent concerner une des deux- parties ou en articuler deux ou plusieurs sous-parties.

LES PROJETS REÇUS

N°	Nom de l'équipe mandataire	Titre du projet
1	Bernard JOUVE Ecole Nationale des Travaux Publics de l'Etat (ENTPE)	Régimes de citoyenneté et dynamiques socio-politiques locales : une analyse comparée internationale.
2	Philippe WARIN CNRS PACTE Institut d'Etudes Politiques de Grenoble	Intermédiation sociale et fabrication de citoyenneté sociale et politique. Etude comparée de six structures associatives.
3	Hugo SWINNEN Verwey-Jonker Instituut	Etre citoyen dans le contexte urbain : engagement souhaité et engagement demandé.
4	Patricia LONCLE Ecole Nationale de la Santé Publique	Les jeunes éloignés des institutions, quelles modalités de dialogue avec les pouvoirs publics ?
5	Xavier DESJARDINS CSTB	De la citoyenneté sociale à la citoyenneté urbaine.
6	Stefan BRATOSIN LERASS Université Paul Sabatier-Toulouse 3	Démocratie participative urbaine : pratiques réactives sur les scènes alternatives ou substitutives à l' « offre » existante.
7	Evelyne BAILLERGEAU Centre de Santé et de Services Sociaux Jeanne-Mance	Proximité et citoyenneté en milieu urbain, les leçons de la pratique au Québec, aux Pays-bas et en Espagne.
8	Numa MURARD Université Paris 7 Diderot	Violences urbaines et culture de l'écrit : une lecture politique.
9	Jérôme BOISSONADE Université du Littoral	Accéder à la décision, l'expérience d'une copropriété en quartier « politique de la ville ».
10	Françoise NAVARRE Université Paris XII-Val de Marne	Consentement à l'impôt ou au tarif ? Des visions contrastées de la solidarité locale.
11	Nicole ROUX Université de Bretagne Occidentale	Habiter autrement les villes : les coopératives d'habitants, un engagement citoyen solidaire.

N°	Nom de l'équipe mandataire	Titre du projet
12	Marc HATZFELD, Kent HUDSON et Klaus WERNER KHNET Inc	L'affaiblissement de la citoyenneté du territoire : face aux solidarités nouvelles, quelles pratiques des collectivités locales ?
13	Béatrice MULLER Centre Pierre Naville Université d'Evry	Etude : configuration spatiale et traduction citoyenne.
14	Latifa WAELES Université de Marne-la-Vallée	Quand s'inventent de nouvelles pratiques de citoyenneté des jeunes à la marge des institutions : analyses des pratiques « off » de la citoyenneté.
15	Yannis LEMERY Et Laetitia OVERNEY Groupe de Recherche Action	Ressaisir la citoyenneté aux bords du politique.
16	Armel HUET LARES	La fiscalité locale, enjeu majeur de la citoyenneté et de la démocratie.
17	Alain BERTHO Centre d'Etudes des Mutations en Europe Université de Paris 8	Quelle subjectivité de la production démocratique de la ville ?
18	Agnès DEBOULET Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Paris-Belleville – IPRAUS	La rénovation urbaine entre enjeux citoyens et engagements citoyens.
19	Sandro CATTACIN Université de Genève Département de sociologie	Des organisations impossibles ? Vulnérabilités et citoyennetés urbaines – une perspective comparative.
20	Isabelle GRUDET Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Paris-La Villette	Expression des habitants et modèle territorial. Au croisement des champs politiques et de l'aménagement. Le cas de Montreuil.
21	Victor CHOMENTOWSKI CONJUGUER	La citoyenneté fiscale locale : concepts, compréhension, réalités.
22	Jean-Roland BARTHELEMY FONDATION DES VILLES SN	Observatoires locaux et suivi citoyen des finances locales.

N°	Nom de l'équipe mandataire	Titre du projet
23	Arezki HARKOUK et Samba YATERA GRDR	Une citoyenneté aux multiples visages territoriaux.
24	Manuel BOUCHER Institut du Développement Social	Les mobilisations ethniques dans la lutte contre les discriminations en Europe : nouvelles formes de citoyenneté ou « ethnicisation » de la solidarité ? Analyse comparée des cas français, britannique, suisse et italien.
25	Pierre VIDAL-NAQUET CERPE	Engagements singuliers, reconnaissance sociale. La citoyenneté à l'épreuve de l'inter-normativité.
26	Gérard BAUDIN Université Paris VIII	Citoyenneté de proximité : entre injonction et innovation dans les grands ensembles français et bulgares.
27	Anne-Marie LEVASSEUR SARL GERS	Nouvelles formes de la citoyenneté et diversité sociale dans des quartiers anciens en mutation.
28	Lydie LAIGLE CSTB	CECE : vers une Citoyenneté Environnementale ? Une Comparaison Européenne.
29	Bernard EME IFRESI-CNRS	Pratiques de citoyenneté ordinaire et dynamique participative régionale.
30	Philippe ESTEBE ACADIE	Une ville pour qui ? Citoyenneté métropolitaine et modes de participation institutionnelle.
31	Aurélia MICHEL Université Paris 7 -Diderot	De l'habitat urbain à la citoyenneté politique : expériences de mobilisations d'habitants et construction d'une communauté politique urbaine.
32	Marc DUMONT Et Jacques FIALAIRE Université Rennes 2	Contextes pratiques de citoyenneté urbaine.
33	Frank THOMAS FTR	Engagements, solidarités et les technologies de communication dans la grande ville.
34	Régis HERBIN CRIDEV Avec ROBINS DES VILLES	Une participation citoyenne ouverte à tous, quelles que soient nos origines et nos différences.

FICHES DESCRIPTIVES DES PROJETS DE RECHERCHE RETENUS

Philippe WARIN

Institut d'Etudes Politiques de Grenoble – PACTE

1030, Avenue centrale

BP 48

38040 Grenoble Cedex 9

Tél. : 04 76 09 55 63

philippe.warin@iep-grenoble.fr

INTERMEDIATION SOCIALE ET FABRICATION DE CITOYENNETE SOCIALE ET POLITIQUE. ETUDE COMPAREE DE SIX STRUCTURES ASSOCIATIVES

Le travail de recherche consistera à comprendre et à expliquer le fonctionnement d'associations de quartiers et d'un groupe d'habitants implantés à la Villeneuve de Grenoble. Généralement porteuses d'une logique de promotion individuelle, ces structures contribuent activement à la (re)fabrication d'une citoyenneté sociale et, ce faisant, à faciliter l'éveil ou le réveil du civisme et de la participation politique. La démarche retenue mettra l'accent sur l'étude des échanges concrets engagés en leur sein, entre participants et avec les animateurs, afin de faciliter la reconnaissance, les capacités et l'autonomie des personnes. La comparaison des fonctionnements et des échanges, entre les structures, visera à dégager les invariants de ces processus dits *d'empowerment individuel* de façon à proposer des éléments pour une « modélisation » de cette fabrication de citoyennetés, pouvant être utile pour l'évaluation et l'encouragement de ces structures.

La méthodologie retenue associera des enquêtes sur les modes d'organisation et les ressources de ces structures, l'étude des méthodes utilisées par les acteurs eux-mêmes dans les échanges, l'analyse des modes d'engagement et des dynamiques de réaction de collectifs qui tendent ou visent à remettre à flot leurs citoyennetés. Le travail de terrain comportera une part importante d'observation directe et fera appel à des entretiens individuels et collectifs.

Un rapprochement avec l'équipe québécoise du CREMIS animée par Evelyne BAILLERGEAU sera entrepris afin de favoriser des synergies entre les deux propositions, synergies bénéfiques en termes de comparaisons internationales et d'inscription dans la dynamique du programme du PUCA. Une convention établira les modes d'articulation et d'échanges entre les équipes.

Durée de la recherche : 24 mois.

**Rémi ELICABE, Amandine GUILBERT, Anne-Sophie HAERINGER,
Yannis LEMERY, Laetitia OVERNEY**

Groupe de Recherche Action

25, rue Rachais

69007 Lyon

Tél. : 04 37 28 98 35 (Yannis LEMERY)

yannis_lem@hotmail.com

laetitia.overney@laposte.net

RESSAISIR LA CITOYENNETE AUX BORDS DU POLITIQUE

Il s'agira d'expliciter sociologiquement les formes d'expression et d'action politiques de celles et ceux qui n'ont pas pleinement accès à la chose publique, parce que considérés comme incapables de contribuer à la définition du monde commun. Il s'agit de s'intéresser à un *ordinaire* de la politique, autrement dit à des expériences qui ne se donnent pas à voir dans des lieux labellisés comme politiques.

La proposition se focalisera sur des entreprises de *radicalisation* politique dans lesquelles les acteurs font preuve d'intelligence et d'inventivité pour s'occuper de leurs problèmes et de ceux des autres, de prêter attention à la manière dont la politique fait effraction, mettant en cause le cours ordinaire des choses.

Il s'agira de montrer comment ces deux logiques d'ordinarisation et de radicalisation de la politique peuvent sembler antinomiques, mais n'en sont pas moins articulées dans la pratique par un certain nombre de collectifs.

Les terrains d'enquête sont situés, pour les uns en France, pour les autres à l'étranger. Ils seront travaillés en activant des réseaux de recherche internationaux. La démarche retenue privilégiera une approche pragmatique et micro-sociologique.

L'enquête devrait permettre de renouveler les cadres de la sociologie politique grâce à l'intérêt qu'elle porte aux formes émergentes de la participation politique. Elle devrait permettre de renouveler les perspectives des organismes publics en leur montrant qu'une politique publique peut toujours constituer un appui pour la fabrication d'engagements politiques inédits, même si cette fabrication se traduit le plus souvent par l'expression d'une conflictualité vis-à-vis de l'institution.

Durée de la recherche : 18 mois.

Areski HARKOUK, Samba YATERA, Rafael RICARDOU, Barbara BERTINI

Groupe de Recherche et Réalisation Développement Rural (GRDR)

66 rue Saint Marceau

93 100 Montreuil sous Bois

Tél. : 01 48 57 80 (Samba YATERA)

arezki.harkouk@grdr.org

samba.yatera@grdr.org

rafael.ricardou@grdr.org

barbara.bertini@grdr.org

UNE CITOYENNETE AUX MULTIPLES VISAGES TERRITORIAUX

Cette recherche analysera les processus par lesquels se constitue, au fil des engagements quotidiens d'associations de migrants subsahariens et de leurs enfants, une « citoyenneté active » qui lie de manière originale espace d'origine et vie des familles, constituant un double espace paradoxal dans lequel peut être observée une remise en cause pratique d'un certain nombre de dimensions de la citoyenneté ; il s'agit notamment d'articulations nouvelles entre citoyenneté et identité(s) et de l'émergence de formes locales de citoyenneté transnationale.

Ainsi, partir de l'analyse d'un ensemble de pratiques, il s'agira de s'attacher à saisir les espaces originaux de fabrication d'une citoyenneté active par des « gouvernés ».

L'équipe composée de membres du GRDR (Groupe de Recherche et de Réalisations pour le Développement Rural) et d'universitaires s'appuiera sur la capitalisation des activités du GRDR et des associations partenaires, de la réinterrogation d'un certain nombre de recherches terminées et sur la réalisation d'un travail de recherche complémentaire. La proposition alliera recherche et expérimentation. Ce travail sera mené par des entretiens, des discussions au sein de *focus groups*, afin de mettre en débat les pratiques et représentations en matière de citoyenneté des personnes engagées dans l'action associative.

Durée de la recherche : 24 mois.

Evelyne BAILLERGEAU

Centre de Santé et de Services Sociaux Jeanne-Mance

4625, avenue De Lorimier

Montréal, Québec

H2H2B4

Tél. : 1 514-527-9565 poste 3750

evelyne.baillergeau@ssss.gouv.qc.ca

PROXIMITE ET CITOYENNETE EN MILIEU URBAIN, LES LEÇONS DE LA PRATIQUE AU QUEBEC, AUX PAYS-BAS ET EN ESPAGNE

Cette recherche questionnera la réception de dispositifs mis en place sous l'égide des pouvoirs publics pour favoriser la vie sociale dans les quartiers dits en crise. Comment ces dispositifs sont-ils perçus par les publics visés ? En quoi correspondent-ils à leurs attentes ? Quels usages en font-ils ?

Pour répondre à ces questions l'équipe concentrera ses observations sur les pratiques ayant cours dans quelques pays où de tels dispositifs s'appuient sur des pratiques associatives quasi-professionnelles ancrées dans les milieux de vie des populations vulnérables : le Québec, les Pays-Bas et l'Espagne.

Le travail à mener mobilisera plus particulièrement l'idée de proximité. En quoi celle-ci permet-elle de comprendre et de retranscrire des aspirations et des demandes d'individus et de groupes marginalisés qui sont souvent peu lisibles pour les pouvoirs publics et qui, dans bien des cas, restent insatisfaites. Il s'agira notamment de voir en quoi la proximité serait un vecteur de la citoyenneté au niveau local ?

Le travail de recherche reposera sur une recherche bibliographique et sur des recherches empiriques menées dans trois grandes métropoles des pays concernés : Amsterdam, Barcelone et Montréal. Pour chacun des trois terrains il s'agira d'analyser l'ancrage des pratiques, les difficultés rencontrées et les acquis pour prendre la mesure des aspirations des publics visés quant à leur place dans la vie sociale de leur quartier et, au-delà, dans la société. La recherche débouchera sur la rédaction de trois notes de synthèses publiables et d'une synthèse générale.

Cette recherche permettra de tester l'importance des savoir-faire des intervenants dans la mobilisation de la proximité pour connaître le point de vue des citoyens en situation de grande précarité. Elle devra, aussi, servir à nourrir le débat sur la proximité comme catégorie sociologique.

Un rapprochement avec l'équipe de l'IEP de Grenoble animée par Philippe WARIN sera entrepris afin de favoriser des synergies entre les deux propositions, synergies bénéfiques en termes de comparaisons internationales et d'inscription dans la dynamique du programme du PUCA. Une convention établira les modes d'articulation et d'échanges entre les deux projets.

Durée de la recherche : 24 mois.

Agnès DEBOULET

Ecole Nationale Supérieure d'Architecture Paris La Villette

144, avenue de Flandre

75019 Paris 19

Tél. : 01 44 65 23 26

agnesdeboulet@wanadoo.fr

LA RENOVATION URBAINE ENTRE ENJEUX CITADINS ET ENGAGEMENTS CITOYENS

La recherche explorera la relation entre la citoyenneté et la rénovation urbaine dans des situations d'intervention correspondant à une très large gamme d'expériences, allant de la concertation à la décision non négociée. Hypothèse est faite que la citoyenneté, dans les espaces relégués, se reformule au cours des programmes de rénovation urbaine.

Il s'agira d'analyser en profondeur les embrayages entre les actions publiques volontaristes, les organisations sociales préexistantes et la citoyenneté urbaine. L'épreuve de la rénovation est, on le constate actuellement, porteuse d'espoirs de changement et d'incertitudes et à ce titre, développe des formes de contre-pouvoirs et d'engagements inédits. La recherche sera attentive à identifier et caractériser les formes d'implication et les dynamiques d'expériences et d'apprentissages à l'œuvre. C'est ainsi que des demande de reconnaissance et de concertation trouvent aussi une expression dans des formes d'organisation peu hiérarchisées, en réseau, fédératives.

Il s'agira également de caractériser la façon dont les ressources citadines sont converties en engagement local et citoyen de citoyens résidents, directement touchés par les projets ou sympathisants.

La méthodologie retenue se fonde sur des enquêtes par entretiens auprès de personnes concernées. La recherche comportera également de l'observation participante, une analyse des documents d'urbanisme et de presse. La recherche se déroulera dans quatre sites français et une mise en perspective sera effectuée avec trois recherche en cours dans des pays européens (Espagne, Italie, Royaume-Uni).

Durée de la recherche : 24 mois.

Sandro CATTACIN, Milena CHIMIANTI

40, boulevard du Pont-d'Arve

CH – 1211 Genève 4

Tél. : 00 41 22 379 88 76

sandro.cattacin@socio.unige.ch

milena.chimianti@unige.ch

DES ORGANISATIONS IMPOSSIBLES ? VULNERABILITES ET CITOYENNETES URBAINES – UNE PERSPECTIVE COMPARATIVE

Cette recherche propose d'analyser les dynamiques d'auto-organisation et de participation de personnes en situation de vulnérabilité. Elle visera à comprendre les motivations de l'engagement de résidents « affaiblis » et les formes de mobilisation et de participation de ces personnes à la chose publique. Comment les personnes en situation de vulnérabilité sont-elles intégrées et s'intègrent-elles dans le processus politique et social urbain ?

L'analyse sera menée en prenant en compte les formes d'engagement et les formes d'organisation, les histoires organisationnelles et les modes d'insertion de ces personnes dans le tissu social et politiques urbain. Il s'agira de comprendre les logiques internes et externes des organisations ainsi que leur contexte politique.

Cette quête d'organisation qui reflète une demande de citoyenneté sera analysée au travers des dimensions qui facilitent sa fabrication comme de celles qui sont des obstacles. Deux axes de comparaison seront privilégiés : d'une part les groupes différents suivant leur vulnérabilité et d'autre part des contextes européens variés du point de vue de leurs politiques, de leurs institutions et de leur géographie urbaine et sociale.

Trois groupes de personnes en situation de vulnérabilité seront étudiés : des sans-papiers, des toxicodépendants et des prostituées. Les groupes illustreront des formes de vulnérabilité : juridique et politique, physique, sociale. Il s'agira de comprendre les déterminants des formes de citoyenneté de personnes en situation de vulnérabilité, de mettre en évidence les dimensions facilitantes et contraignantes d'organisation citoyenne. Les comparaisons européennes porteront sur Copenhague, Londres, Paris et Zurich.

D'une manière générale cette recherche s'inscrit dans la perspective des travaux qui mettent en évidence les dynamiques de la souffrance et de la reconnaissance (Honneth 1996). Elle devrait permettre de mieux comprendre le lien entre ville, participation et vulnérabilité.

Durée de la recherche : 22 mois.

Françoise NAVARRE

Université Paris XII-Val de Marne

61, avenue du Général De Gaulle

94010 CRETEIL Cedex

Tél. : 01 41 7848 26

navarre@univ-paris12.fr

CONSENTEMENT A L'IMPOT OU AU TARIF ? DES VISIONS CONTROVERSEES DE LA SOLIDARITE LOCALE

La gratuité de la restauration scolaire fait débat, divisant les élus qui décident du mode d'organisation et de financement de ce service local, ne faisant pas l'unanimité parmi les familles, bénéficiaires ou non du dispositif.

Contribuables et usagers ne partagent pas tous le même point de vue, selon leur participation aux modalités de financement retenues, telles les « classes moyennes » exposées aux effets de seuil. Les modes de tarification résulteraient d'adaptations territoriales, formules de compromis entre les richesses fiscales des communes et celles de leurs populations, modulées par les représentations politiques de la solidarité. Ce projet s'inscrit donc dans le cadre plus large du débat usager et/ou contribuable.

Il s'agira d'examiner les pratiques tarifaires d'une centaine de communes franciliennes afin de mettre en évidence des configurations-types. Ces configurations cristallisent l'acception plus ou moins stable des mécanismes de redistribution et illustrent les différentes conceptions de la citoyenneté locale. Seront prises en compte les mesures des aspects budgétaires et économiques du service pour les collectivités comme pour les différentes catégories de familles. Des entretiens auprès d'élus, de représentants des caisses des Ecoles, des associations de parents d'élèves, de familles...compléteront les recherches bibliographiques et les investigations menées dans les services. L'incidence sur les budgets familiaux du passage à la gratuité ou des variations marginales des taux d'imposition seront mises en relation avec les prises de position d'associations de parents d'élèves.

Ce travail devrait contribuer à une meilleure connaissance d'un service public, au décryptage critique des articulations entre les objectifs visés par les politiques, leur rapport avec les principes et valeurs avancés à leur propos. Il enrichira les réflexions menées sur la cohérence (ou son absence) entre un consentement à payer (sous forme de tarif ou d'impôt) et des prises de position collectives sur l'exercice de la citoyenneté, de la solidarité au quotidien.

Durée de la recherche : 12 mois.

Bernard EME, Bruno LAFFORT

CNRS délégation Nord - Pas de Calais - Picardie

Esp Recherche Innovation

2, rue des Canoniers

59046 Lille Cedex

bernard.eme@lise.cnrs.fr

brunolaffort@hotmail.com

PRATIQUES DE CITOYENNETE ORDINAIRE ET DYNAMIQUE PARTICIPATIVE REGIONALE

Cette recherche explorera les processus de citoyenneté ordinaire qui se déroulent en marge des systèmes représentatifs institutionnalisés mais également à l'écart des mécanismes de démocratie participative formalisés. C'est ainsi que de multiples initiatives ne visent apparemment la citoyenneté que de manière indirecte, dans des activités et des pratiques où un être ensemble est désiré dans des processus d'inter reconnaissance. Se démarquant – sans vraiment le vouloir explicitement – de la citoyenneté dans son acception juridique ou instituée, elle est puissance d'un agir collectif où se joue un rapport à soi et un rapport aux autres (coopération, reconnaissance, solidarité).

À partir de l'étude d'expériences de « démocratie pratique », il s'agira de comprendre la construction de cette démocratie à travers des manières de faire ensemble. Comment cette citoyenneté pratique construit-elle ses objets et comment se démarque-t-elle des formes de mobilisations locales ou de proximité, des engagements dits politiques ou militants ? Hypothèse est faite que la politique – celle-ci étant entendue comme activité collective et ordinaire de création de la société – peut s'inscrire dans des pratiques illustratives d'une démocratie ordinaire.

Le terrain d'investigation sera donc le champ multiforme de ces pratiques où la notion d'« engagement ». L'attention sera portée aux formes originales et novatrices de « collectifs » en gestation qui semblent porteurs de nouvelles formes de légitimité de la politique.

Du point de vue des citoyens ordinaires, leurs pratiques peuvent faire l'objet d'une absence de reconnaissance ou de phénomènes pathologiques de reconnaissance – stigmatisation, dévalorisation, disqualification – par le politique – les pouvoirs institués –, mais aussi par les dispositifs participatifs ou les gouvernances politiques territoriales. Quels acteurs et quels processus participent de ce renfermement dévalorisant ? Quelles nouvelles conflictualités en ressortent ? L'analyse portera notamment sur cette tension, cette dialectique entre un social conflictuel et un social pacifié. Ce projet vise à comprendre ce que signifie la co-citoyenneté – reconnaissance et réciprocité – dans les agirs, expression d'un être ensemble où jouent tout autant la parole publique que la musique, l'attention écologique, l'espace public des marchés, la production de savoirs..., c'est-à-dire des supports multiples de construction de cette co-citoyenneté – paroles, émotions, affects, savoirs.

Le terrain de recherche sera la région Nord Pas-de-Calais, le travail sera mis en perspective avec d'autres lieux en Europe. La méthode privilégiera une immersion de longue durée des chercheurs complétée par des « récits de vie » qui seuls permettent aux acteurs de « dire le monde ».

Durée de la recherche : 18 mois.

Jean Roland BARTHELEMY

Fondation des Villes S.N.

37, rue Huguerie

33 000 BORDEAUX

Tél. : 05.56.44.72.06

jrb.fdv@wanadoo.fr

OBSERVATOIRES LOCAUX ET SUIVI CITOYEN DES FINANCES LOCALES

La recherche vise à analyser les freins à la clarification financière et comptable au niveau local. On constate en effet le caractère éphémère des efforts pour disposer d'une information publique, de moyens de comparaison et de normalisation des cadres de saisie des données en matière de finances locales.

Il s'agit d'analyser des expériences locales visant à améliorer l'information du citoyen sur les finances locales et les services publics locaux pour comprendre les facteurs de succès mais aussi les difficultés d'organisation d'un débat public informé sur les finances locales. Recherche documentaire pour recenser ce type d'expériences en France depuis 1990, présentation d'expériences dans d'autres pays européens, analyse fouillée de 10 cas d'observatoires locaux à partir d'entretiens avec les élus, les fonctionnaires municipaux et les citoyens concernés. Seront étudiés des cas d'associations de contribuables locaux et, pour les services publics, seront pris en compte les secteurs eau-assainissement, déchets, transports en commun, ainsi qu'une ou deux expériences de budgets satellites permettant de mesurer le coût d'une politique transversale.

La synthèse permettra d'enrichir le débat public citoyen sur la fiscalité locale à partir du contenu des débats suscités par les expériences d'observatoires, des évolutions concrètes dues à ces initiatives et d'une réflexion sur la place des citoyens et de leurs représentants associatifs dans le triangle élus, prestataires, usagers-citoyens.

Durée de la recherche : 14 mois.

Victor CHOMENTOWSKI
CONJUGUER
3, rue de l'Arrivée
75015 PARIS Cedex 15
Tél. : 01 56 54 14 40
vchomentowski@conjuguer.fr

LA CITOYENNETE FISCALE LOCALE : CONCEPTS, COMPREHENSION, REALITES

L'objectif de la recherche est triple :

- saisir ce que le citoyen-contribuable comprend de ce qu'il acquitte, ou n'acquitte pas, localement et, indirectement, nationalement
- comparer les attitudes et appréciations des citoyens-contribuables avec la réalité du financement des collectivités locales
- comparer avec d'autres systèmes fiscaux européens

Il est proposé d'établir un petit dictionnaire critique des concepts dans la perspective d'une stabilisation du vocabulaire, améliorant la lisibilité de la fiscalité locale ; de soumettre un questionnaire semi-directif à une trentaine d'habitants dans 3 intercommunalités (1 en région parisienne, 1 métropole de province, 1 ville moyenne) pour analyser leur compréhension des dispositifs fiscaux locaux ; de réunir une information objective homogène des relations financières et fiscales au sein des intercommunalités terrains d'études et de les confronter aux réponses de l'enquête habitants ; enfin de donner quelques éléments de comparaison des systèmes de fiscalité locale dans d'autres pays européens.

Durée de la recherche : 15 mois.

ANNEXES

Annexe 1 : Relevé de décisions du Jury de la consultation de recherche « Citoyenneté urbaine : formes d'engagement et enjeux de solidarité ».

Annexe 2 : La consultation « citoyenneté urbaine : formes d'engagement et enjeux de solidarité ». Extraits du rapport diffusé au Conseil Scientifique du PUCA lors de sa réunion du 27 septembre 2007.

ANNEXE 1 :

Relevé de décisions du Jury de la consultation de recherche

« Citoyenneté urbaine: formes d'engagement et enjeux de solidarité »

Le jury s'est tenu le 14 septembre 2007, sous la présidence de Bernard POUYET, président du Conseil scientifique du PUCA et de Michèle TILMONT, secrétaire permanente.

Il était composé de :

Membres experts :

Pascal BAIN, DRAST-MEDAD

Loïc BLONDIAUX, Université de Lille

Céline BRAILLON, C.G.P.C.- MEDAD

Marion CARREL, Université de Lille

Serge CLEMENT, CNRS Toulouse

Rémi DORMOIS, Agence d'urbanisme de Saint-Etienne

Roger HAGELSTEIN, Université Catholique de Louvain

Jacques ION, CNRS Saint - Etienne

Catherine NEVEU, CNRS - EHESS

Vincent RENARD, CNRS Ecole Polytechnique

Daniel RAULT, Délégation Interministérielle à l'Innovation, à l'Expérimentation sociale et à l'Economie sociale

Louis BOULIANNE, CEAT Lausanne,

Patrick JOYEUX, DIV,

Stéphane LE BOULER, MIRE,

retenus par ailleurs, n'ont pu participer au jury mais avaient communiqué leurs expertises.

Membres invités du Comité d'Orientation du PUCA :

Anne-Michèle DONNET, directrice de l'Agence d'urbanisme du Havre

Olivier FREROT, directeur de l'Agence d'urbanisme pour le développement de l'agglomération lyonnaise

Michel THIOLLIERE, Sénateur-Maire de Saint-Etienne, était représenté par M.Pierre HOUSSAIS, Direction de l'urbanisme prospectif et réglementaire

Secrétariat scientifique :

Patrice AUBERTEL

François MENARD

Nicole ROUSIER

En outre, Francine BENGUIGUI, Evelyne LEMERCIER, Bertrand VALLET, membres du Secrétariat permanent du PUCA, ont examiné des projets pour se prononcer sur d'éventuels double emploi avec des projets retenus dans d'autres actions du PUCA.

34 projets ont été reçus et enregistrés.
10 ont été retenus et sélectionnés par le jury.

- Philippe WARIN, IEPG PACTE, « Intermédiation sociale et fabrication de citoyenneté sociale et politique. Etude comparée de six structures associatives ».

- Evelyne BAILLERGEAU, CSSS Jeanne-Mance « Proximité et citoyenneté en milieu urbain, les leçons de la pratique au Québec, aux Pays-Bas et en Espagne ».

Il est demandé aux responsables scientifiques des projets précédents de favoriser des synergies entre leurs deux propositions, bénéfiques en terme de comparaisons internationales et d'inscription dans la dynamique du programme. Des contacts avec les équipes seront pris en ce sens par les membre du Secrétariat permanent.

- Françoise NAVARRE, Université Paris XII – Val de Marne CRETEIL, « Consentement à l'impôt ou au tarif ? Des visions contrastées de la solidarité locale ».

- Yannis LEMERY, Laetitia OVERNEY, Groupe de Recherche Action Lyon, « Ressaisir la citoyenneté aux bords du politique ».

- Agnès DEBOULET, Ecole d'Architecture de Paris Belleville – IPRAUS, « La rénovation urbaine entre enjeux citadins et engagements citoyens ».

- Sandro CATTACIN, Université de Genève, « Des organisations impossibles ? Vulnérabilités et citoyennetés urbaines – une perspective comparative ».

- Victor CHOMENTOVSKI, Conjuguer, « La citoyenneté fiscale locale : concepts, compréhension, réalités ».

- Jean-Roland BARTHELEMY, Fondation des Villes SN, « Observatoires locaux et suivi citoyen des finances locales ».

- Arezki HARKOUK et Samba YATERA, GRDR, « Une citoyenneté aux multiples visages territoriaux ».

- Bernard EME, Ifresi-Cnrs, « Pratiques de citoyenneté ordinaire et dynamique participative régionale ».

Par ailleurs, le jury a estimé que le projet 5, déposé par Xavier DESJARDINS du CSTB, qui propose la capitalisation de travaux et la mise en réseau de chercheurs européens sur « de la citoyenneté sociale à la citoyenneté urbaine », ne s'inscrivait pas, malgré ses qualités, dans le mode de production de recherche retenu dans cette consultation.

Michèle TILMONT

Bernard POUYET

ANNEXE 2 :

La consultation « Citoyenneté urbaine : formes d'engagement et enjeux de solidarité » Extraits du rapport diffusé au Conseil scientifique du PUCA du 27 septembre 2007

Patrice AUBERTEL - François MENARD - Nicole ROUSIER

1- INSERTION DE LA CONSULTATION « CITOYENNETE URBAINE : FORMES D'ENGAGEMENT ET ENJEUX DE SOLIDARITE » DANS LA DYNAMIQUE DE PROGRAMMATION DU PUCA

La genèse de cette consultation et la mise en évidence de son insertion dans les actions menées au PUCA peuvent se faire en identifiant, au sein d'une dynamique de programmation, deux séquences successives. L'une se déroule de 2001 à 2005, l'autre de 2005 à 2007. Chacune de ces deux séquences a articulé un volet recherche constitué de travaux de nature différente (consultations de recherche, états des lieux, ateliers...) et un autre volet structuré autour du recueil de demandes nouvelles et de formulations de questionnements exprimés par les praticiens-acteurs de la ville.

1^{ère} SEQUENCE (2001- 2005)

Volet recherche

Au cours de ce qui pourrait s'appeler PUCA I, et qui s'est déroulé de 1998 à 2005, des actions de recherche ont contribué à nourrir en amont ce qui sera la consultation « Citoyenneté urbaine. »

Il s'agit, d'abord, d'un programme de recherche qui a eu pour thème d'investigation « Les associations ». Il a été lancé au PUCA par Claire GILLIO et Jean-Paul BLAIS au moment du centenaire de la loi de 1901. Son conseiller scientifique en a été Jacques ION. Ce programme a été l'occasion de revisiter l'action des mouvements associatifs dans le champ du cadre de vie et de mettre en évidence les éléments positifs souvent mal appréciés de leur action dans l'élaboration d'un intérêt collectif.

Par ailleurs, en parallèle, s'est mis en place un atelier consacré à la décision urbaine. Jean-Pierre GAUDIN et Rémi DORMOIS en ont assuré la direction scientifique. S'attachant à la tension entre stabilité et instabilité des dispositifs institutionnels et des systèmes d'acteurs dans les processus de production urbaine, identifiée comme un enjeu fort pour les praticiens, l'atelier a établi un état des lieux des apports de la recherche dans les champs des sciences juridiques et politiques. Il a également mis en évidence les controverses en cours et a dressé un constat des questions qui demeurent posées. La synthèse bibliographique rédigée par Rémi DORMOIS et les Actes des rencontres en rendent compte. Les travaux ont porté sur le renouvellement du cadre conceptuel (la notion de projet urbain), des moyens d'action (loi et contrat et leur articulation) et des régimes d'acteurs (la gouvernance).

Parmi les apports de cet atelier, constat est fait que cette approche en terme d'« acteurs » et de « gouvernance » intègre difficilement le citoyen, l'habitant.

Le volet formalisation des attentes et des demandes

Dans ce rappel historique nous nous situons alors en 2005 et, tandis que s'achève cet atelier « décision urbaine », le processus de programmation de la nouvelle phase du PUCA, appelé parfois PUCA 2 se met en place. Ce processus est enclenché par le rapport du Conseil général des ponts et chaussées consacré aux orientations pluriannuelles du PUCA. Coordinné par Jean FREBAULT et rédigé par Florence CONTENAY, Raphaël SLAMA, Georges CREPEY, ce rapport établit un diagnostic, souligne les modes de faire les plus pertinents et identifie des axes thématiques de recherche qu'il conviendrait de suivre. Parmi ceux-ci, l'économie urbaine

et la citoyenneté. Ces deux centres d'intérêt et domaines d'action sont mis en avant par les acteurs praticiens de la ville rencontrés, ce que met en exergue la synthèse de leurs attentes recueillies au cours d'entretiens avec eux, notamment avec des élus. Ces orientations seront corroborées par un rapport complémentaire rendu par Hervé HUNTZINGER à la suite de rencontres avec des partenaires du PUCA associés à des projets de recherches-expérimentations.

2^{ème} SEQUENCE 2005-2007

Volet recherche

Afin d'identifier les actions de recherche qui pourraient être menées dans le champ de la citoyenneté urbaine et d'identifier les axes de recherche à travailler il est convenu de mettre en place un atelier dont l'animation scientifique est assurée par Jacques ION, Catherine NEVEU, Marion CARREL. A partir du constat fait précédemment et en tenant compte des travaux lancés alors au CNRS, l'atelier choisit de privilégier une approche qui met l'accent sur « le point de vue des gouvernés ». Ainsi ce n'est pas le débat entre démocratie représentative et démocratie participative – s'excluent-elles ou se renforcent-elles mutuellement – qui est au centre des questionnements mais la façon dont les gouvernés se saisissent du politique, comment ils le conçoivent et quelles sont leurs pratiques effectives. Une bibliographie synthétique sera rédigée par Marion CARREL, elle établira un état des lieux de la citoyenneté urbaine telle qu'étudiée par les chercheurs, elle dressera un panorama d'ensemble des résultats de recherche en mettant en relief les zones d'ombre et les questions qui demeurent posées. Cette synthèse a été jointe au texte de la consultation envoyé aux chercheurs. Pour leur part, les Actes de l'atelier devraient être bientôt disponibles.

Volet formalisation des attentes et des demandes

Dans le même temps, les composantes du PUCA se mobilisent afin de dessiner son cadre d'action pour les années à venir et établir les priorités. Ce sont quatre enjeux qui sont identifiés par une démarche associant Comité d'Orientation, Comité des Directeurs, Conseil Scientifique et Secrétariat permanent. Ces enjeux se déclineront à leur tour en huit programmes finalisés. Au cours de cette phase de programmation, au vu des résultats de recherches menées antérieurement et en fonction des questionnements nouveaux exprimés par les acteurs, l'approche de la citoyenneté urbaine s'enrichit de deux dimensions issues des attentes des membres du Comité d'orientation et du Conseil scientifique. Il s'agit, d'une part, de s'interroger sur l'opacité de la décision publique et de ses répercussions sur la citoyenneté et, d'autre part, d'un accent à mettre sur la citoyenneté fiscale : à quelles conditions celle-ci est-elle envisageable ?

2- PREMIER REGARD SUR LA RECEPTION DES PROJETS ET LA SELECTION DES PROJETS PAR LE JURY

Le texte de la consultation a suscité 34 réponses. Elles émanent d'organismes et d'institutions très divers :

14 du CNRS et des universités françaises

4 d'écoles (ENTPE, Santé publique, Architecture)

7 de bureaux d'études privés (6 français, 1 américain)

2 de bureaux d'études publics

2 d'universités étrangères (une canadienne, une suisse)

5 d'associations ou institutions privées à but non lucratif

En ce qui concerne l'origine géographique des équipes ayant soumis une proposition : 15 projets sont issus d'équipes franciliennes, 15 projets issus d'équipes implantées en régions, et 4 projets sont proposés par des équipes étrangères.

Le thème central de la consultation était la citoyenneté urbaine : les formes d'engagement et les enjeux de solidarité. De fait, de par son libellé et en raison également de l'intitulé de ses deux parties : une citoyenneté par-delà les lieux et les bornes et la citoyenneté fiscale locale, le cadre ouvert pour que s'y inscrivent les réponses des chercheurs se situait à la croisée de deux approches, l'une plutôt socio-politique l'autre plutôt socio-économique. La première a suscité 30 réponses, la seconde 4.

Les réponses ont très largement proposé d'explorer les pistes ouvertes par le texte, enrichissant largement les orientations suggérées dans la consultation.

Le jury, réuni le 14 septembre 2007, a sélectionné 10 projets, après des débats qui révèlent **les critères de sélection suivants**.

La **dimension comparative internationale** présente dans le texte de la consultation et dans les attentes exprimées lors de l'élaboration du programme ont été largement prises en compte par le jury. Notons que si cette modalité de travail était déjà présente dans nombre de projets retenus dans des consultations précédentes il semble que, peu à peu, elle soit désormais quasi systématiquement intégrée dans les projets présentés. Cependant les modalités de comparaisons privilégiées ne sont plus les mêmes qu'antérieurement. En effet, la consultation transversale Europe de 2005 avait essentiellement favorisé la constitution de réseaux de chercheurs. Il s'agissait alors de soutenir la mise en place de dynamiques d'échange afin qu'un débat puisse s'engager à partir de concepts portés par les milieux scientifiques ou de praticiens (la mixité, la sécurité, le développement durable...). Cette fois-ci, les choix du jury manifestés à l'égard des comparaisons européennes privilégient plutôt la production de matériaux nouveaux, par rapport à la capitalisation de travaux antérieurs et à la confrontation d'idées.

Par ailleurs, dans les projets soumis, la place attribuée ou reconnue à de **jeunes chercheurs**, qu'ils soient doctorants ou « post-doc », a joué un rôle significatif dans le choix du jury. A ce titre il conviendrait peut-être de réinterroger le rôle traditionnellement attribué au PUCA. En effet, la dimension « incitative » des programmes de recherche du PUCA est progressivement mise en œuvre selon deux modalités. D'une part, le PUCA demande aux chercheurs déjà en poste de proposer des réponses, en faisant l'effort de réorienter leurs problématiques pour s'inscrire dans un dispositif finalisé. D'autre part, le PUCA est largement engagé dans une dynamique de renouvellement du potentiel de recherche. Cette orientation suivie par le jury de la consultation est largement corroborée par des modes opératoires retenus dans d'autres actions du PUCA, par exemple, dans la poursuite de l'action de programme « Economie de l'aménagement ». Il s'agit alors de contribuer à renouveler le « vivier » des chercheurs ou, à tout le moins, à concourir à l'acculturation des futurs professionnels à des thématiques ou des domaines de travail qui se révéleront déterminants pour eux lorsqu'ils auront à appréhender le devenir des villes.

L'inter ou la multi-disciplinarité ont fait l'objet de nombreuses interrogations. Deux disciplines orphelines de nos consultations sont plus directement concernées par cette question : l'économie et le droit. Pour l'économie, le jury de la consultation a retenu des projets s'intéressant aux dimensions économiques. Mais, de fait, par le mode d'interprétation proposé de données financières ou fiscales, ces projets se sont inscrits dans la formulation socio-économique de la consultation. Il s'agit plutôt d'une certaine « hybridation »

interdisciplinaire. Pour les juristes, l'essai n'a pas été transformé puisque le seul projet qui associait sociologues et juristes n'a pas été retenu.

Pour la suite, à l'issue de la phase administrative de passation des marchés actuellement en cours il est convenu de mettre en place un suivi des recherches afin de construire « un effet de programme » c'est à dire de passer de recherches menées individuellement à une dynamique collective. Un suivi scientifique associant les chercheurs qui ont participé à la rédaction du programme, les membres du secrétariat du PUCA et des chercheurs intéressés par la démarche dans son ensemble va être mis en place. Il est convenu que des rencontres largement ouvertes seront organisées ; elles seront notamment l'occasion d'établir des relations avec d'autres programmes de recherche.



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ministère
de l'écologie,
du Développement
et de l'aménagement
durables

ministère
du logement
et de la ville

Direction générale
de l'urbanisme
de l'habitat et
de la construction

Le plan | urbanisme | construction | architecture | PUCA depuis sa création en 1998, développe à la fois des programmes de recherche incitative, des actions d'expérimentation et apporte son soutien à l'innovation et à la valorisation scientifique et technique dans les domaines de l'aménagement des territoires, de l'habitat, de la construction et de la conception architecturale et urbaine.

Organisé selon quatre grands départements de capitalisation des connaissances : **Sociétés urbaines et habitat** traite des politiques urbaines dans leurs fondements socio-économiques ; **Territoires et aménagement** s'intéresse aux enjeux du développement urbain durable et de la planification ; **Villes et architecture** répond aux enjeux de qualité des réalisations architecturales et urbaines ; **Technologies et construction** couvre les champs de l'innovation dans le domaine du bâtiment ; le PUCA développe une recherche incitative sur le **Futur des villes à l'impératif du développement durable**.

Ce plan 2007-2012 se décline, selon huit programmes finalisés dont les objectifs de recherche répondent aux défis urbains de demain. Ces programmes sont accompagnés par des ateliers thématiques de bilan des connaissances et des savoir-faire, ainsi que par des programmes transversaux à l'échelle des territoires et des villes et à l'échelle européenne avec la participation du PUCA à des réseaux européens de recherche.

Le PUCA, par ailleurs, assure le secrétariat permanent du programme de recherche sur l'énergie dans le bâtiment.

plan urbanisme construction architecture

► Le gouvernement des villes et la fabrique du bien commun

Planification sociale de l'urbain et services publics
Citoyenneté et décision urbaine
Intercommunalité et métropolisation

► Le renouveau urbain

Rénovation urbaine et mixité sociale
Renouvellement et recomposition des quartiers
Créativité et attractivité des villes

► L'avenir des périphéries urbaines

Territoires urbains et sûreté
Architecture de la grande échelle
Habitat pluriel : densité, urbanité, intimité
Systèmes périurbains et coûts d'urbanisation
Dynamiques et pratiques résidentielles

► Comportements résidentiels et défis démographiques

Vieillesse de la population et choix résidentiels
Habitat et services aux personnes âgées
Évolutions démographiques et inégalités territoriales

► Accès au logement

Trajectoires résidentielles
Recompositions institutionnelles de l'offre de logement
Modes et formes de l'hébergement
Économie foncière et immobilière

► L'innovation dans l'architecture et la construction

Le futur de l'habitat
Logements optimisés : coûts, qualité, fiabilité, délai
Concept qualité, habitat, énergie
Observatoire des bâtiments durables
Palmarès de l'innovation
Évaluation énergétique du patrimoine existant (PREBAT)
Bâtiments démonstrateurs (PREBAT)

► Territoires et acteurs économiques

Espaces urbains et dynamiques économiques
Lieux, flux, réseaux dans la ville des services
Développement économique local et mondialisation
Économie de l'aménagement
Attractivité des territoires

► Vers des villes viables et acceptables

Politiques territoriales et développement durable
Risques technologiques : enjeux économiques et territoriaux
Villa urbaine durable
Quartiers durables
Aménagement et démarches HQE
Collectivités locales et politiques énergétiques (PREBAT)
Collectivités locales et défi climatique (PREBAT)

PUCA - plan urbanisme construction architecture

Grande Arche de la Défense - Paroi Sud
92055 La Défense cedex
tél. 01 40 81 24 30 - fax 01 40 81 63 78
www.urbanisme.equipement.gouv.fr/puca